

# L'avenir de la gauche française

Renaud DÉLY



---

LES DÉJEUNERS DE L'INSTITUT DIDEROT

# L'avenir de la gauche française

Renaud DÉLY

AVRIL 2023



---

# Sommaire

Avant-propos

André Comte-Sponville

p. 7

L'avenir de la gauche française

Renaud Dély

p. 15

Questions de la salle

p. 37

Les publications  
de l'Institut Diderot

p. 59



---

# Avant-propos

La gauche française va mal. La droite aussi ? Raison de plus pour réfléchir à l'avenir de l'une et de l'autre, puisque nous avons besoin, d'évidence, des deux (cette évidence s'appelle la démocratie libérale, donc aussi le multipartisme et l'alternance). Restait à trouver les intervenants... S'agissant de la gauche, nous avons été frappés par le livre résolument critique et engagé de Renaud Dély, *Anatomie d'une trahison, La gauche contre le progrès* (L'Observatoire, 2022), qui nous avait paru à la fois éclairant et stimulant. Journaliste bien connu, observateur avisé de la vie politique et homme de gauche assumé, Renaud Dély nous semblait bien placé pour répondre à nos interrogations, pour ne pas dire nos inquiétudes, concernant l'avenir de la gauche française. Aussi lui avons-nous demandé de bien vouloir présenter devant notre Institut les analyses et thèses qui font la richesse de son ouvrage. Merci à lui d'avoir accepté notre invitation, puis d'avoir si bien joué le jeu du débat, parfois vif, qui suivit. Et qu'il me soit permis à moi, sur un sujet par nature dissensuel, de m'exprimer comme d'habitude en mon nom propre, qui n'engage en rien l'Institut Diderot.

---

Renaud Dély part d'un constat : le « lourd échec » de la gauche française, aussi bien lors de la dernière élection présidentielle que lors des législatives qui ont suivi. Avec 26 % des suffrages exprimés, au premier tour des législatives, la Nupes fait « l'un des plus mauvais résultats des forces de gauche depuis le début de la V<sup>e</sup> République » : elle obtient beaucoup moins de voix que la gauche en 2002 (36 %) ou en 2007 (38 %), qui furent pourtant, pour elle, deux défaites.

Comment expliquer un tel recul ? L'une des raisons principales, répond Renaud Dély, tient au fait que « la gauche a tourné le dos à l'idée de progrès », lequel est pourtant, avec la justice, l'un des deux idéaux consubstantiels à son histoire. C'est lié en partie à l'irruption, au sein de la gauche, « d'un parti qu'on peut considérer comme en grande partie conservateur », fût-ce pour de bonnes raisons (il s'agit bien sûr des écologistes), mais aussi, plus généralement, à une forme de pessimisme historique, voire de catastrophisme, par lequel la gauche française, traumatisée par trop d'échecs, perd peu à peu foi en elle-même, mais aussi en la France, en la science et en l'humanité. Le ressentiment tend à l'emporter sur la générosité, la crainte sur l'espérance, la dénonciation sur la proposition. Reprenant le diagnostic de Malek Boutih, notre intervenant note que la gauche française « est devenue méchante, aigrie », se complaisant dans la haine (notamment contre Macron), l'émotion et l'indignation. Aussi tend-elle à confondre la morale et la politique, les bons sentiments et l'efficacité. Cela pourrait expliquer ce fait symptomatique, que rappelle Renaud Dély et qui

---

ne cesse de me surprendre : que la gauche française (au contraire de la droite mais aussi de la plupart des gauches européennes) n'a jamais réussi à se maintenir au pouvoir plus de cinq années consécutives (rappelons que les deux mandats de François Mitterrand virent la droite revenir au pouvoir dès 1986, avec le gouvernement Chirac, puis de nouveau en 1993, avec le gouvernement Balladur). Même Pierre Joxe, lors du débat, est obligé de le reconnaître : l'oscillation entre la gauche et la droite, dans notre pays, est « asymétrique : la gauche vient au pouvoir plus lentement, elle y reste moins longtemps ». Le fait est qu'elle n'a gouverné que deux ans durant le Front populaire, puis deux ans encore à la Libération, jamais plus de cinq années consécutives depuis.

Comment comprendre une telle incapacité à gouverner dans la durée ? Par la trahison de ses dirigeants, répondent volontiers ceux qui se prétendent la « vraie gauche », qu'il s'agisse des Frondeurs, sous le quinquennat de François Hollande, ou des Insoumis aujourd'hui. Explication bien confortable, pour ceux qui s'en contentent, et bien méprisante, pour ceux qu'elle accuse. Pourquoi diable François Hollande aurait-il sacrifié son pays et ses idéaux (sans parler de sa propre image et de sa place dans l'Histoire) aux intérêts de quelques milliardaires pour lesquels il n'a d'évidence aucune sympathie et qui représentent moins de 1 % de l'électorat ? Je crois plus vraisemblable qu'il a fait ce qu'il pouvait, parfois maladroitement, pour améliorer l'état de notre pays, non d'ailleurs sans quelques succès, notamment économiques, qui profiteront à son successeur. Encore faudrait-il, pour le mesurer,

---

prendre le temps de l'analyse et d'un bilan qui ne soit pas qu'à charge. Mais il est tellement plus facile, et plus spectaculairement « de gauche », de l'accuser d'avoir trahi !

Pour les gens de ma génération (Renaud Dély a presque 20 ans de moins que moi), le litige remonte à plus loin : au moins au « tournant de la rigueur » de 1983, quand Jacques Delors convainquit Pierre Mauroy puis François Mitterrand qu'il était urgent de changer de politique. Il est de bon ton, à gauche, de n'y voir qu'un reniement ou, au mieux, qu'une parenthèse. C'est s'enfermer dans le mensonge, au moins par omission, en refusant de voir cette vérité désagréable : que le Programme commun de la gauche, adopté en 1972 (et pour lequel, soit dit en passant, j'avais milité avec enthousiasme pendant une bonne dizaine d'années), avait massivement échoué. Trois dévaluations en deux ans, le chômage qui s'envole, l'inflation qui grignote les gains de pouvoir d'achat, la gauche qui redevient minoritaire dans le pays dès les municipales de mars 1983 (elle y perd 31 villes de plus de 30 000 habitants) ... Est-ce Delors qui a trahi (mais pourquoi, grands dieux, l'aurait-il fait ?) ou la gauche, en rédigeant son programme, qui s'était trompée ou avait menti ? Il me parut évident, dès ces années-là (et pas seulement parce que j'avais beaucoup d'estime pour Jacques Delors), que le second terme de l'alternative était de loin le plus probable, et qu'il fallait, si l'on voulait sauver la gauche, en tirer les conséquences. C'est ce qui ne fut jamais fait, du moins par les partis politiques concernés. Pas étonnant qu'on en paie aujourd'hui le prix ! Avant de tourner le dos à l'idée de progrès, la gauche française n'a-t-

---

elle pas d'abord tourné le dos au réel lui-même, qu'il faut d'abord accepter et comprendre pour avoir une chance de le transformer ? Quand une politique échoue, il est plus confortable d'en conclure que c'est le réel qui a tort, ce qui préserve au moins la pureté idéologique du parti et la bonne conscience des militants. Mais est-ce aussi plus juste, plus honnête, plus efficace ? Je crois le contraire : que c'est se vouer aux incantations, dans l'opposition (Mitterrand, au Congrès d'Épinay, proclamant « la rupture avec le capitalisme »), puis aux échecs, si l'on revient au pouvoir (le même Mitterrand, en 1993 : « Contre le chômage, on a tout essayé », oubliant que le nombre de chômeurs avait doublé depuis 1981), avant de retomber, à chaque retour du balancier, dans la dénonciation des traîtres ou des suppôts du grand capital.

Il n'y a pas que l'économie qui fasse problème. La gauche française, montre Renaud Dély, est également plombée par « une forme de repli identitaire », qui tend à la faire verser dans le communautarisme. C'est qu'elle est contaminée par la culture « *woke* », qui tend moins à la justice qu'à la vengeance. Le résultat en est « une rupture avec la gauche universaliste, tournée vers l'émancipation de tous », donc passionnément attachée à la laïcité. Aussi la gauche, prisonnière d'une vision multiculturaliste de la société, devient-elle de plus en plus incapable « d'apaiser les angoisses identitaires et culturelles d'une bonne partie des classes populaires », qu'elle a trop vite fait d'accuser de racisme ou d'islamophobie. Fascinée par les minorités, rongée par la mauvaise conscience de l'Occident, cette gauche tend à se couper non seulement de la majorité des

---

électeurs, ce qui est déjà problématique, mais aussi de ses propres traditions. Le patriotisme lui devient suspect (ne serait-il pas de droite ?), comme la laïcité (ne serait-elle pas « écrasante » ?), comme le plaisir même (ne serait-il pas écologiquement coupable ?). Et Renaud Dély de conclure : « Cette gauche, en fin de compte, est devenue assez fade et triste, c'est la gauche, si je puis me permettre, des pisse-froid, celle qui accuse et qui culpabilise ». Il faut comprendre qu'il s'agit de la gauche d'aujourd'hui, dans sa partie la plus visible, celle qui a d'autant moins de chances d'arriver un jour au pouvoir qu'elle se veut plus radicale. Reste à en retrouver une autre, fidèle aux idéaux de justice et de progrès, mais assez pragmatique et lucide pour pouvoir gouverner et transformer effectivement le pays. C'est ce pour quoi plaide Renaud Dély : « Pour retrouver foi en l'avenir, confiance en elle-même et en la nature humaine, la gauche doit renouer avec le réel et commencer par affronter sa complexité. »

Reste à savoir si ces deux gauches sont « irréconciliables », comme disait Manuel Valls, ou si elles pourront un jour (mais sous la domination de laquelle des deux ?) gouverner ensemble. Question décisive, et pas seulement pour la gauche.

André Comte-Sponville  
Directeur général de l'Institut Diderot





---

# L'avenir de la gauche française

« L'avenir de la gauche française » : cet intitulé paraît optimiste, voire audacieux, puisqu'il signifie que la gauche française a encore un avenir, quand beaucoup la disent en voie d'extinction. Je fais pourtant le pari qu'à terme, la gauche finira par revenir au-devant de la scène. Peut-être grâce à ses seules forces, peut-être aussi par défaut, ce qui est souvent le cas dans une démocratie. En particulier quand cette démocratie est régie par le mode de scrutin majoritaire à deux tours. À un moment ou à un autre, plus ou moins lointain, l'alternance qui rythme la vie de nos démocraties devrait reconduire la gauche au pouvoir. Celle-ci est en crise, mais c'est loin d'être la première fois. Ces crises sont parfois longues, plus ou moins profondes, mais comme toutes les crises, elles ont vocation à se terminer.

Notons au passage que si certains maux lui sont propres, la gauche française n'est pas la seule aujourd'hui à être en crise. Nombre de ses homologues occidentales, euro-

---

péennes en particulier, le sont aussi, pour des raisons peu ou prou voisines : les dérèglements sociaux et les angoisses identitaires nées des effets de la mondialisation.

L'avènement du macronisme, cet hypercentre qui prétend dépasser le clivage droite-gauche, a pu donner le sentiment que la gauche avait disparu. Et il est vrai que le macronisme est, sans aucun doute, un symptôme de cette crise d'identité de la gauche. Mais il ne sonne probablement pas plus la fin de la gauche que la chute du mur de Berlin en son temps n'a signifié la fin de l'Histoire. Avec le temps, confronté à la pratique du pouvoir depuis bientôt six ans, le macronisme semble s'affirmer de moins en moins comme un «en même temps», et de plus en plus souvent comme un projet étranger à la gauche, que ce soit sur les questions sociales ou les sujets régaliens. Cette évolution aurait vocation à libérer de l'espace pour une offre alternative à gauche, à condition que celle-ci soit crédible.

La gauche française n'est donc pas en fin de vie, pas même en soins palliatifs, mais dans le coma. La rémission est encore possible, à condition de comprendre comment elle en est arrivée là. De comprendre comment elle est passée d'une démission face au réel et à la nécessité de le changer, sous le quinquennat de François Hollande, à un refus pur et simple de ce réel, pour se réfugier, avec la Nupes, dans l'imprécation et un monde souvent imaginaire.

\* \* \*

---

Tordons d'abord le cou à une illusion d'optique : la constitution de la Nupes et son résultat lors des élections législatives de juin 2022 ne constituent pas un succès.

C'est au contraire un lourd échec. La Nupes a rassemblé au premier tour environ 26 % des suffrages exprimés, elle a eu environ 145 députés, ce qui fait de ce résultat l'un des plus mauvais des forces de gauche depuis le début de la V<sup>e</sup> République. La gauche n'a fait pire qu'à trois reprises : en 1968, lors de la dissolution prononcée par le général de Gaulle au lendemain des événements de mai, puis lors des deux débâcles de 1993, à la fin du Mitterrandisme, et de 2017, à l'issue du quinquennat de François Hollande. Pour le reste, à chaque élection législative, même lorsqu'elle est défaite, la gauche obtient de meilleurs scores. En juin 2002, après l'élimination de Lionel Jospin au premier tour de la présidentielle, la gauche avait, à l'époque, obtenu 36 % des voix au premier tour des Législatives, et décroché à l'arrivée 162 députés. En juin 2007, après l'entrée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, la gauche avait atteint 38 % des voix au premier tour des Législatives, et conservé 228 députés.

Il est vrai que l'accord électoral, bricolé à la hâte, de la Nupes, a permis à la gauche de sauver les meubles, en particulier en regard du naufrage des candidats communiste, vert et socialiste à la Présidentielle. Mais la gauche, à mon sens, a tort de croire qu'elle a échappé à la défaite et même qu'elle aurait sauvé l'honneur. En paraphrasant Churchill, j'oserais dire qu'elle a ajouté le déshonneur à la défaite en déplaçant son centre de gravité vers sa

---

frange la plus radicale, en se rangeant derrière le leadership avant tout protestataire des Insoumis et de Jean-Luc Mélenchon, et en s'interdisant à court terme, par ce choix stratégique, un retour prochain au pouvoir.

Plus inquiétant, alors que le président Emmanuel Macron sombre dans une impopularité record, moins d'un an après avoir été réélu, la gauche semble incapable de profiter de la crise sociale et politique qui secoue le pays. Les syndicats unis, responsables, déterminés, retrouvent des couleurs depuis le début de la contestation qu'ils ont lancée contre la réforme des retraites ; la Nupes, à l'inverse, se divise sur la stratégie à suivre au Parlement. Ses composantes s'affrontent aussi parfois dans les urnes, comme l'a illustré tout récemment une élection législative dans le département de l'Ariège. Elles étalent leurs divergences au sujet de la nature et des frontières de la gauche, sur la conception même de la politique, du parlementarisme, de la légitimité et des usages démocratiques.

D'où vient que la gauche semble ainsi continuer de s'enfoncer ? Pourquoi se complaît-elle dans une attitude souvent tribunitienne, parfois même aux relents populistes, plutôt que de se tourner vers l'avenir pour essayer de bâtir une alternative à la fois ambitieuse et crédible ?

Sans doute, parce que la gauche a opéré un vrai tête-à-queue, une profonde rupture, qui l'a conduite, ces dernières années, à trahir peu à peu sa mission historique. Depuis le siècle des Lumières, ce qu'on pourrait appeler le camp de la gauche, a toujours eu partie liée avec l'idée de

---

progrès. Cela ne signifie pas que la gauche avait le monopole du progrès. Nombre de réformes dites de progrès ne sont pas issues des rangs la gauche. Mais la croyance au progrès était intrinsèque à la gauche. Pour citer Jacques Julliard, la gauche, c'est « la rencontre de l'idée de progrès, telle que par exemple la concevait Condorcet, avec l'idée de justice, telle que la concevait Proudhon <sup>1</sup> ». C'est pourquoi, pour rester fidèle à elle-même, pour continuer d'avancer, la gauche doit s'appliquer à marcher sur ses deux jambes, le progrès et la justice. Or, je cite à nouveau Jacques Julliard, « Ôtez l'une ou l'autre de ces deux idées, et il ne reste rien de ce que l'on appelle la gauche. Sans le progrès, elle n'est plus qu'une entreprise de bienfaisance, incapable de s'attaquer aux causes de l'injustice. Sans la justice, elle se réduit à un lobby technocratique, qui fait une confiance aveugle à l'évolution de la société <sup>2</sup>. » C'est ce mariage fécond du progrès et de la justice qui a produit la gauche, qui l'a fortifiée, au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et lui a permis à plusieurs reprises de prendre le pouvoir.

Pourquoi cette gauche semble-t-elle donc aujourd'hui à sec? Je pense que l'une des principales causes est que la gauche a tourné le dos à l'idée de progrès. D'abord parce qu'elle a perdu confiance en elle-même, en sa capacité à changer le réel. Ensuite, parce que la gauche a commencé à considérer que le progrès était nuisible pour l'homme comme pour la nature, qu'il était source de dommages

---

1. Jacques Julliard, *Les gauches françaises. 1762-2012 : Histoire, politique et imaginaire*, Paris, Flammarion, 2012, p. 862.

2. Jacques Julliard, *op. cit.*, p. 24.

---

irréversibles, voire la cause de l'extinction à venir de l'humanité. C'est ainsi que la principale innovation des formations politiques de la gauche ces dernières années, d'un point de vue idéologique, c'est l'irruption d'un parti qu'on peut considérer comme en grande partie conservateur : le parti écologiste, qui s'est installé aujourd'hui au cœur de la gauche française, et qui en est devenu peut-être la principale force motrice. Parti conservateur, parce qu'il entend revenir, dans une de ses versions en tout cas, à une situation en forme d'état de nature qui remettrait en cause le progrès, qu'il s'agisse du progrès technique ou du perfectionnement moral de l'humanité, qui serait forcément vouée à s'éteindre.

Un ancien député socialiste, Malek Boutih, ex-chef de file de SOS Racisme, a posé il y a quelques années une analyse sévère, mais que je considère assez juste, sur l'état de la gauche française : « Ce qui a tué la gauche, a-t-il expliqué, ce n'est pas Macron, c'est qu'elle est devenue méchante, aigrie, elle est devenue juste la volonté de combattre, de détruire, elle a perdu ce qu'elle avait de plus beau, l'espérance, le fait de dire que demain, ce sera mieux <sup>3</sup>. » C'est sévère, bien sûr, mais je trouve que cela décrit bien une forme d'état d'esprit, de repli sur soi de toute une frange de la gauche ces dernières années. La gauche se complaît souvent à chasser de ses rangs ceux qu'elle considère comme des traîtres, à exclure, à vilipender les suspects. Elle a tendance à dévorer ses propres enfants. Le traitement qui a été réservé à Martine Froger, la can-

---

3. Entretien lors de l'émission *On n'est pas couché*, France 2, 19 mai 2018.

---

didate socialiste élue, lors de la législative partielle de l'Ariège, que j'ai évoquée il y a un instant, illustre cette mécanique infernale. Elle a été soutenue par les dirigeants socialistes locaux, opposés à la Nupes, comme la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, et par quelques personnalités nationales, comme l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve. Il y a bien sûr un affrontement local entre deux candidates, avec ce que cela implique, mais Martine Froger a été vouée aux gémonies par les États-majors nationaux, celui de la France insoumise, comme de son Parti d'origine, le Parti socialiste, avec pour résultat, quelques jours après sa victoire, que cette députée a été molestée, chassée d'une manifestation contre la réforme des retraites par des militants de gauche qui la traitaient de « collabo ».

C'est ainsi qu'à force d'exclure, de repousser celui qui ose parfois s'interroger sur le dogme, la gauche a fini par passer de mode. Il y a une vingtaine d'années, en conclusion d'une monumentale histoire des gauches, l'historien Jean-Jacques Becker écrivait : « L'homme de gauche a meilleure réputation que l'homme de droite. On se proclame assez facilement de gauche. Cette différence tient à ce que l'homme de gauche semble incarner le progrès, l'homme de droite la conservation, et qu'il est plus valorisant d'être progressiste, d'être ouvert aux nouveautés, que d'être conservateur <sup>4</sup>. » Ce constat me semble en grande partie obsolète. De nos jours, c'est

---

4. Jean-Jacques Becker & Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, vol. 2, Paris, La Découverte, 2005, p. 724.

---

plutôt l'homme de gauche qui est passé de mode. Il rase les murs, il se désole d'un avenir angoissant, et plutôt que de croire en des lendemains meilleurs, il donne souvent l'impression de batailler pour préserver l'existant, pour sauver ce qu'il appelle les acquis. Bref, il a du mal à comprendre un monde contemporain qu'il a en grande partie renoncé à changer.

On peut, par exemple, s'opposer au texte présenté par le gouvernement réformant les retraites ; c'est parfaitement légitime, notamment au regard du report de l'âge légal de 62 à 64 ans, et pour bien d'autres raisons. Ce qui est plus surprenant, en revanche, est que la gauche va plus loin, faute d'affronter le réel, d'affronter les impératifs démographiques et économiques, et qu'elle semble se réfugier parfois dans l'imaginaire, puisqu'elle prône le retour à la retraite à 60 ans. Le parti socialiste, pour satisfaire Jean-Luc Mélenchon et signer l'accord de la Nupes, s'est rallié à cette proposition, alors qu'un mois plus tôt le même parti défendait encore le maintien de l'âge légal à 62 ans. C'est un ralliement de circonstance, sans grande conviction, d'ailleurs le premier secrétaire du PS lui-même, Olivier Faure, reconnaît que l'âge de 60 ans est un horizon lointain, dont il s'avère bien incapable de dire quand et comment il pourrait être atteint en cas de retour de la gauche au pouvoir.

Pourquoi la gauche est-elle devenue rabougrie, méchante, pour reprendre la formule de Malek Boutih ? Sans doute parce qu'elle se laisse trop souvent gouverner par l'émotion, par l'indignation. Un exemple parmi d'autres, qui

---

me semble assez significatif : en janvier 2022, douze militants de gauche ont entamé une grève de la faim, qui est un instrument politique grave. Pour quelle cause ? Parce qu'ils exigeaient un candidat unique de la gauche dès le premier tour de la Présidentielle. Heureusement, ces personnalités ont mis fin assez tôt à leur équipée. Parmi ces militants, l'eurodéputé, Pierre Larrouturou, ou encore Anne Hessel, la fille du diplomate et défenseur des Droits de l'homme Stéphane Hessel, l'auteur du fameux bréviaire *Indignez-vous*, qui érigeait l'indignation en ferment de l'esprit de résistance.

Entendons-nous bien, l'indignation est utile. Face à l'injustice, la colère est une réaction légitime. Il est des colères saines, comme disait une ancienne candidate à la présidence de la République. Mais la colère n'est qu'un point de départ. En rester à la colère, c'est en rester au stade de l'enfant, c'est ne jamais vraiment mûrir, c'est un peu le syndrome Peter Pan, celui de la gauche qui ne voulait pas grandir. La colère apparaît à la fois comme la maladie juvénile du socialisme et le degré zéro de l'engagement politique. Or, pour une bonne part, la gauche française, en 2023, me semble en être encore là. Elle s'indigne, elle se met en colère, elle souffre pour l'autre, le pauvre, le faible, celui qui est victime d'injustice, mais elle ne réfléchit pas beaucoup, et propose encore moins. La gauche indignée se laisse d'abord guider par ses humeurs. Elle se fâche, elle excommunie, sur Twitter et les réseaux sociaux, qui sont faits pour ça. Plus profondément, il semble que pour cette gauche-là, exister, c'est s'énerver. L'indigné se rassasie de sa colère, mais sans

---

parvenir à corriger ce réel qui le fâche. La gauche française dénonce, souvent à raison, les excès des ultra riches, les superprofits des grands groupes du CAC 40, ça soude les rangs de cette gauche indignée, ça la conforte dans sa conviction d'avoir raison, mais lorsqu'on se place sur le terrain de la politique et non plus de la morale, ça ne sert pas à grand-chose, tant que la gauche n'élabore pas les moyens réels et concrets de corriger ces injustices. Trop souvent, celle qui s'autoproclame la « vraie gauche », la gauche « pure », a tôt fait d'excommunier la « fausse gauche », celle des modérés, des réformistes, des pragmatiques, bref, des traîtres – tous ces mots-là étant à ses yeux synonymes. Il n'y a qu'à voir l'émotion qu'a suscitée dans les rangs de cette gauche la simple idée, émise par Fabien Roussel, de rassembler large, jusqu'au courant modéré, incarné par quelqu'un comme Bernard Cazeneuve (sous réserve, d'ailleurs, qu'il veuille « combattre le capitalisme », ce qui, on en conviendra, est loin d'être acquis). La simple mention de Bernard Cazeneuve a suscité une tempête à gauche, chez les Insoumis, mais aussi dans le Parti socialiste.

Ainsi, à force de dériver vers ses franges bruyantes et à jamais insatisfaites, jusqu'à en faire son nouveau centre de gravité, il me semble que cette gauche-là se condamne à ne plus exercer qu'une influence somme toute assez marginale. La gauche indignée se croit vivante parce qu'elle parle fort; elle est au fond profondément triste et défaitiste. Si elle parle fort, c'est parce qu'elle pense qu'elle a déjà perdu et qu'elle ne se rend pas compte que ses cris, ses vociférations, ne font en grande partie que

---

servir non seulement le pouvoir en place, mais surtout, plus inquiétant, le Rassemblement national de Marine Le Pen, qui n'a aucun mal, par contraste, à prendre une posture en apparence plus sage, plus responsable, pour essayer de se grimer en alternative de gouvernement.

Outre l'indignation, je voudrais évoquer un deuxième réflexe qui, à mes yeux, plombe aujourd'hui la gauche française : une forme de repli identitaire qui l'a faite, peu à peu, frange par frange, étape par étape, verser dans le communautarisme.

Alors que la société française se transforme en archipel, pour reprendre la formule du sondeur et politologue Jérôme Fourquet <sup>5</sup>, la gauche renonce à porter un projet global pour la nation tout entière, qui ressouderait cet archipel. Au contraire, elle pratique une sorte de marketing électoral. Elle découpe la société en tranches et choisit de s'adresser à certaines clientèles plutôt qu'à d'autres. Les jeunes, plutôt que les retraités, souvent stigmatisés comme *boomers*; les grandes métropoles contre la France périphérique, dite souvent la France des oubliés; les femmes, les minorités ethniques plutôt que les classes populaires, ou la France rurale. Résolument cosmopolite, ce qui est à coup sûr un gage de tolérance et un aspect positif, cette gauche-là, cependant, ne tolère plus beaucoup le tricolore. Elle a tendance à tourner le dos au patriotisme, comme si l'amour du drapeau tricolore était

---

5. Jérôme Fourquet, *L'Archipel français : Naissance d'une nation multiple et divisée*, Paris, Le Seuil, 2019.

---

par essence xénophobe et excluait l'étranger. Pourtant, le patriotisme a vocation à accueillir l'étranger pour mieux l'intégrer dans la communauté nationale. Mais qui aujourd'hui porte encore ce discours à gauche? Ce faisant, la gauche française, là encore, tourne le dos à toute une histoire qui remonte à la geste des soldats de l'an II. Elle semble s'être convertie au différentialisme. Résultat, cette gauche identitaire, en vient peu à peu à enfermer, à assigner à résidence. L'individu n'est plus considéré, approuvé ou contesté, pour ce qu'il fait, pour ce qu'il a décidé, pas même pour ce qu'il pense, mais d'abord pour ce qu'il est, enfermé dans une identité figée. Symptomatique de cette dérive, qui imprègne toute une partie de la gauche aujourd'hui, l'organisation par l'UNEF de réunions « en non-mixité raciale », c'est-à-dire de réunions, de fait, interdites aux blancs, pour se pencher sur les ressorts du racisme.

Cette gauche-là se détourne de l'avenir. Pour elle, seul compte le passé, et sa conversion progressive à ce qu'on appelle la culture « wok », importée des États-Unis, aggrave cet état de fait, même si la France, du fait de son histoire, de son passé, semble résister mieux que d'autres cultures européennes à ce péril.

Cette idéologie « woke » part d'un bon sentiment, puisqu'il s'agit d'éveiller aux injustices que subissent les minorités ethniques, sexuelles ou culturelles dans les pays occidentaux. Le problème est que ce mouvement a dérivé de cette indispensable lutte contre les discriminations vers une insupportable volonté de punir telle ou

---

telle catégorie de la population. La vengeance a peu à peu pris le pas sur la saine aspiration à la justice. Cette culture woke a ainsi ouvert au sein de la gauche française une dangereuse compétition victimaire. Elle a conduit toute une partie de cette gauche à établir une hiérarchisation des victimes. Cette dérive a imprégné des franges croissantes de la gauche, en particulier chez les Verts et chez les Insoumis. Cette vision du monde entérine une rupture avec la gauche universaliste, tournée vers l'émancipation de tous. Elle a notamment influencé le corpus programmatique de candidats de gauche à la présidentielle : Yannick Jadot, en partie, mais aussi évidemment Jean-Luc Mélenchon, et a creusé un peu plus le fossé qui sépare cette gauche des classes populaires. Cette évolution aboutit au reniement par toute une frange de la gauche d'un idéal qui était pourtant consubstantiel à son histoire : la laïcité, gage de liberté et d'émancipation. La laïcité est désormais dénoncée par de larges pans de la gauche comme un outil d'oppression. Il faudrait « une laïcité qui n'écrase pas », selon la funeste formule prononcée par Christiane Taubira au soir de sa désignation, sans lendemain, par la « Primaire populaire », le 31 janvier 2022 <sup>6</sup>. Il y a là une inversion des rôles où la laïcité, de bouclier, devient glaive et agressive. Si la gauche française apparaît aujourd'hui incapable d'apaiser les angoisses identitaires et culturelles d'une bonne partie des classes populaires, dont on a vu qu'elles ont, hélas, basculé en grande partie à l'extrême droite, c'est, à mon

---

6. Voir [https://www.youtube.com/watch?v=\\_y1N0eH2hKw](https://www.youtube.com/watch?v=_y1N0eH2hKw) à 00:08:26 (consulté le 01/07/2023).

---

sens, parce que sa matrice idéologique s'est largement déportée de thématiques à dominante sociale et universaliste vers des préoccupations beaucoup plus fragmentées et d'abord sociétales. On se souvient que dans les années 1970, le programme socialiste, « Changer la vie », avait su allier une puissante ambition économique et sociale, qui allait jusqu'à la rupture avec le capitalisme (souvenez-vous de l'envolée de François Mitterrand au Congrès d'Épinay : « Quiconque n'est pas pour la rupture avec le capitalisme ne peut être adhérent du parti socialiste ! »), avec la prise en compte de nouveaux mouvements sociétaux issus du bouillonnement de mai 1968 : le féminisme, le mouvement homosexuel, le régionalisme, l'antiracisme et bien d'autres problématiques. Les longues années de pouvoir, l'abandon progressif du programme économique, au nom des impératifs de la gestion, du respect des grands équilibres financiers, de l'intégration européenne, a incité une partie de la gauche à se convertir à l'idée que, finalement, le progrès résiderait exclusivement dans la satisfaction des revendications de minorités culturelles. C'est ce contresens stratégique qui a accouché aujourd'hui d'une vision multiculturaliste de la société qui est au cœur de l'actuel divorce, me semble-t-il, de la gauche et des classes populaires. Ce divorce est illustré par un document devenu célèbre, la note publiée par la fondation Terra Nova, proche du PS, à l'approche de l'élection présidentielle de 2012<sup>7</sup>. Cette note invitait la gauche à se tourner vers une majorité de substitution,

---

7. <https://tnova.fr/democratie/politique-institutions/gauche-quelle-majorite-electorale-pour-2012/>.

---

celle, disait ce texte, de la France de demain, composée de femmes, de jeunes, de minorités ethniques, pour suppléer la défaillance des catégories populaires, coupables d'être devenues conservatrices, voire racistes. Je cite : « Contrairement à l'électorat historique de la gauche, coalisé par les enjeux socioéconomiques, cette France de demain est avant tout unifiée par ses valeurs culturelles, progressistes : elle veut le changement, elle est tolérante, ouverte, solidaire, optimiste, offensive. C'est tout particulièrement vrai pour les diplômés, les jeunes, les minorités. Elle s'oppose à un électorat qui défend le présent et le passé contre le changement, qui considère que "la France est de moins en moins la France", "c'était mieux avant", un électorat inquiet de l'avenir, plus pessimiste, plus fermé, plus défensif. » On le voit, cette gauche a choisi de tirer un trait sur l'électorat populaire et sur sa reconquête, qui me semble pourtant indispensable. La gauche ne porte plus un projet collectif, tourné vers l'avenir, mais l'addition d'aspirations individuelles et de revendications communautaires.

Enfin, ultime facteur qui a incité la gauche française à tourner le dos au progrès et à l'avenir : son pessimisme absolu. La gauche d'aujourd'hui est foncièrement pessimiste. Il y a désormais toute une gauche apocalyptique, qui me semble de plus en plus influente, qui ne peut pas se résoudre à l'idée que l'être humain soit capable de résoudre les problèmes qui se posent actuellement à lui, et d'abord, évidemment, ce gigantesque défi qu'est la lutte contre le réchauffement climatique. Pour cette sensibilité, le pire est toujours sûr. L'homme a péché et

---

il doit payer. Ce catastrophisme est la maladie infantile de l'écologie. Une enquête de l'IFOP pour la Fondation Jean Jaurès, qui remonte à 2019, révélait que près des 2/3 des Français, 65 % précisément, sont d'accord avec l'affirmation suivante : « La civilisation telle que nous la connaissons va s'effondrer dans les années à venir <sup>8</sup> ». La collapsologie interprète dans son sens une multitude de travaux, en premier lieu ceux du GIEC, qui sont en effet alarmants, mais renonce à proposer de réelles pistes pour corriger nos modes de production et de consommation. Le tout dernier rapport du GIEC trace pourtant des perspectives. Il n'explique pas que le combat serait définitivement perdu. Il ne s'agit donc pas de remettre en cause l'urgence environnementale, l'ampleur de dérèglement climatique, la destruction de la biodiversité, la nécessité pour l'espèce humaine de prendre conscience de sa finitude et de celle de la planète, mais de défendre l'idée qu'il faut changer, réformer, pour, justement, survivre. Or toute une frange de la gauche verse de plus en plus dans le catastrophisme, dans cette collapsologie qui est non seulement inutile, mais nuisible, parce que si le monde court à sa perte, alors autant continuer à acheter des SUV. Cette gauche-là n'offre aucun espoir, mais s'arroge une vocation messianique. Elle ne contribue pas à sauver le monde, mais au contraire accélère la course à l'abîme, avec cette conviction intime qu'au fond, il n'y a plus rien à faire. Le système économique mondial ne pourrait que s'effondrer par croissance excessive, par excès de population, par limitation des ressources. Cette idéo-

---

8. <https://jean-jaures.org/nos-productions/la-france-patrie-de-la-collapsologie>.

---

logie ne propose en fin de compte qu'une solution, qui n'en est pas une, la décroissance. Et chaque catastrophe climatique sert son propos, parce que, sur ce terrain-là aussi, celui du catastrophisme, c'est la gauche indignée qui donne le ton, l'émotion qui submerge la raison.

Un facteur qui a contribué à donner davantage de poids à ce catastrophisme ambiant est la frustration des dirigeants écologistes qui ont pris le risque de mettre les mains dans le cambouis de l'action gouvernementale, et qui sont sortis très désabusés de cette expérience, jusqu'à laisser entendre que c'était, somme toute, inutile. Des gens comme Dominique Voynet ou Nicolas Hulot ont eu l'impression d'avoir servi de caution, en raison d'une instrumentalisation bien réelle, mais aussi de la difficulté de toute une frange des écologistes français à acquiescer, peu à peu, difficilement, étape par étape, une vraie culture de gouvernement, qui s'appuie sur la pratique de la négociation et du compromis. C'est une attitude assez révélatrice de cette émotivité de la gauche française, prompte à verser dans l'indignation et le catastrophisme, voire la dénonciation, qui tranche avec le comportement des écologistes allemands, qui sont rompus, eux, à cette culture du compromis, de la gestion, et qui agissent, gouvernent en coalition, que ce soit dans les *Länder* allemands comme aujourd'hui à la tête du pays.

Une frange de cette gauche verse aussi peu à peu dans une forme d'obscurantisme, à force de se méfier de la science. Le déploiement de la 5G, on s'en souvient, lui avait fait pousser des cris d'orfraie et réclamer un moratoire.

---

L'attitude de toute cette gauche à l'égard du nucléaire est aussi emblématique. Les écologistes français sont opposés au nucléaire, depuis toujours – au passage, notons que tel n'est pas le cas de l'ensemble des écologistes européens : les écologistes finlandais, par exemple, ont finalement adhéré à la nécessité du nucléaire pour lutter contre les émissions de CO<sup>2</sup>. Le problème, c'est que cette hostilité a entraîné l'ensemble de la gauche, sous le coup de l'émotion. La « Commission d'enquête visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France » a bien montré comment l'émotion née de l'accident de Fukushima, mais aussi de médiocres intérêts électoraux, ont poussé le PS à signer un accord avec les Verts qui a conduit la France à perdre l'autonomie énergétique que lui assurait l'énergie nucléaire, erreur qui a été prolongée par Emmanuel Macron avant qu'il ne finisse par rebrousser chemin lors d'un discours prononcé à Belfort en février 2022. Par-delà les positionnements politiques des uns et des autres, cette attitude traduit, me semble-t-il, une réelle perte de confiance dans la science comme dans le progrès. Elle dessine les contours d'une gauche apeurée, pour laquelle l'avenir est incertain, voire dangereux. Seul le passé serait réconfortant. Le discours écologique français peine ainsi à esquisser des lendemains radieux et se contente trop souvent d'un propos anxiogène.

Au terme de ce tableau, assez sombre, je voudrais esquisser quelques pistes pour participer à la reconstruction de la gauche. Parce que rien n'est écrit. Je le disais en préambule, il est faux de répéter qu'une droitisation du monde

---

condamnerait à jamais la gauche à disparaître. Comme si le monde contemporain était de droite, forcément de droite. Rien n'est plus faux. Songez à toutes les réformes sociétales venues de la gauche ces dernières décennies, que la droite a finalement dû digérer, plus ou moins difficilement : le mariage pour tous, la PMA pour toutes les femmes, plus loin dans l'histoire la contraception, l'IVG, demain, peut-être, une législation en faveur du suicide assisté... bref, le monde ne se convertit pas, et la France pas davantage, à un agenda viscéralement et définitivement de droite.

On connaît cette hypothèse gramsciste, selon laquelle c'est parce qu'elle aurait l'hégémonie culturelle que la droite serait prépondérante face à une gauche mal en point. Cette analyse présente à mes yeux un double inconvénient. D'abord, elle succombe à une forme de fatalisme qui exonère la gauche de ses responsabilités. Ce serait écrit, le monde serait devenu de droite, et ce ne serait pas la faute de la gauche. Ensuite, elle enferme la gauche dans un corpus d'idées qui serait immuable. Pour reconquérir cette hégémonie culturelle perdue, la gauche devrait renouer avec des idées oubliées, trahies, revenir en arrière, aux origines, aux sources, à un âge d'or mythifié où la gauche était forcément pure et vierge. Tout cela me semble faux. Le monde contemporain n'est ni de droite ni de gauche : il est, et c'est bien le problème de la gauche de se rengorger de mots et de croire que c'est sur le terrain des valeurs qu'elle a perdu la bataille, alors que c'est sur celui du réel. La gauche est faible aujourd'hui parce que son imaginaire s'est détaché du réel. Le monde

---

a changé, c'est vrai, mais pas elle. Or changer, ce n'est pas forcément trahir, ou se renier, c'est tenir compte de l'évolution du réel, c'est accepter d'affronter l'incertitude de l'avenir, pour retrouver la marche du progrès – pas pour se soumettre à ce réel, comme la gauche a pu le faire par le passé lorsqu'elle était aux affaires, mais, au contraire, pour le réinventer. Pour retrouver foi en l'avenir, confiance en elle-même et en la nature humaine, la gauche doit renouer avec ce réel, et commencer par affronter sa complexité.

Sans doute ce chemin passe-t-il aussi par la redécouverte du plaisir. Cette analyse peut sembler surprenante, mais depuis trente ans, à force de déceptions, de frustrations, la gauche s'est largement faite coercitive, et même castratrice. La gauche est de plus en plus soumise à une tentation ascétique qu'elle s'impose au nom de ses impératifs moraux. De camp de l'émancipation, la gauche est devenue celui de l'interdit moral. Sa branche indignée dicte des préceptes qui deviennent d'indépassables maximes de vie. L'écologie se fait volontiers punitive. La culture « woke » que je citais tout à l'heure érige le règlement de compte en art de vivre. Cette gauche, en fin de compte, est devenue assez fade et triste, c'est la gauche, si je puis me permettre, des pisse-froid, celle qui accuse et qui culpabilise. Comme si, là aussi, le plaisir était passé à droite, comme si le bonheur lui-même était devenu réactionnaire. C'est ce que montre un philosophe qui se classe à gauche, Michaël Foessel, dans un livre passionnant, *Quartier rouge* : « On prétend parfois que le plaisir n'est une question pour la gauche que dans des périodes

---

d'abondance. Pour cette raison elle ne serait plus adaptée aux économies de la rareté vers lesquelles, ne serait-ce que pour des raisons écologiques, nous devons désormais nous orienter. C'est l'inverse qui est vrai<sup>9</sup>. » Un slogan aussi emblématique de l'esprit de mai 1968 que « Jouissez sans entraves » passe désormais presque pour une provocation aux yeux de cette gauche des pisse-froid. La finitude des ressources nous interdirait de prétendre jouir, a fortiori sans entraves.

Afin de surmonter les tares que je viens de décrire, de prendre pleinement conscience de la complexité de ce réel en mutation, de puiser une partie de la sève de sa renaissance, j'inviterais la gauche française à se tourner vers ce qui se passe hors de nos frontières. La gauche, même si elle y est aussi en crise, existe ailleurs, elle est même parfois au pouvoir. Par exemple en Allemagne, avec une coalition conduite par Olaf Scholz, qui associe sociaux-démocrates, Verts gestionnaires et libéraux réformateurs. Cette expérience est compliquée, elle se heurte à bien des vicissitudes, parfois des échecs, elle est contestée par une frange croissante de la population, mais elle existe, elle fonctionne, et on ne saurait, sauf à verser dans les travers de la gauche indignée, la frapper d'emblée d'anathème et la dénoncer comme une fausse gauche. Plus polémique, au Danemark, c'est en assumant des mesures de fermeté sur les enjeux régaliens d'insécurité, d'immigration, que les sociaux-démocrates, non seulement ont repris les

---

9. Michaël Fessel, *Quartier rouge. Le plaisir et la gauche*, Paris, PUF, 2022.

---

rênes du pouvoir, mais ont réussi à apaiser une partie des angoisses identitaires de la population au point d'être reconduits au pouvoir il y a quelques mois. À l'inverse, par exemple de leurs voisins sociaux-démocrates suédois qui, eux, ont été renvoyés dans l'opposition, en grande partie faute d'avoir pris à bras le corps les questions identitaires et régaliennes.

---

# Questions de la salle

**Louis Mermaz**<sup>10</sup> : *Je me sens très proche de vos analyses. Mais ne pensez-vous pas que ce qu'on a connu dans le passé se reproduira? Je pense au Congrès d'Épinay, en 1971. À cette époque, la SFIO existait encore dans les villes moyennes, dans les départements, elle avait un réseau, mais le parti était très affaibli, déconsidéré, notamment à cause de sa position pendant la guerre d'Algérie, avec Guy Mollet. Mais l'électorat socialiste était là, en partie abstentionniste ou allé vers de petites formations de gauche comme le PSA et le PSU. Puis brusquement, avec le Congrès d'Épinay, parce qu'il y avait un homme, François Mitterrand, et un projet, il y a eu une cristallisation et le Parti socialiste a ressuscité. Si les circonstances permettaient qu'un nouveau leader et un projet émergent, le Parti socialiste ne renaîtrait-il pas?*

---

10. Ancien président de l'Assemblée nationale, ancien ministre.

---

**Renaud Dély :** Le Congrès d'Épinay a été un événement historique considérable, un événement politique majeur, avec des alliances, des choix stratégiques, voire tactiques, particulièrement réussis, et un homme, François Mitterrand, qui a joué un rôle déterminant. Tout cela peut, en théorie, se reproduire. Mais je rappelle que le Congrès d'Épinay, c'est 1971, et que la gauche n'est arrivée au pouvoir que dix ans après. Autrement dit, le Congrès d'Épinay n'a pas immédiatement ressuscité la gauche. Et celle-ci, tout en ayant un programme économique très ambitieux, avait su durant la décennie 1970 intégrer d'autres problématiques sociétales, héritées de mai 1968.

Je repère aussi dans votre question une tradition française, renforcée par la V<sup>e</sup> République, qu'on retrouve même à gauche, celle de l'homme, ou de la femme, providentielle, qui contribuerait à enclencher une dynamique de prise du pouvoir. Je ne crois pas que cela suffise. Il faut en passer par là, mais il faut aussi des partis, des clubs qui s'associent, un projet global et cohérent. Quand je regarde aujourd'hui la Nupes, ce n'est pas l'impression que cela me donne. Je n'y vois pas le récit d'une nouvelle société et un programme homogène, avant même d'avoir un ou plusieurs dirigeants capables d'incarner tout cela. Les conditions d'un nouvel Épinay ne me semblent donc pas réunies et, je le répète, il a encore fallu attendre dix ans après Épinay.

---

**Bernard Barbotin** <sup>11</sup> : *Vous nous présentez la Nupes comme la représentante de la gauche, mais ne faut-il pas distinguer entre une gauche extrême, voire révolutionnaire, et une gauche, celle que nous avons connue dans les années 1980 et 1990, capable de revenir au pouvoir, alors que je pense que la Nupes aura du mal à le faire?*

**Renaud Dély** : Si on regarde l'histoire de la gauche des dernières décennies, il y a comme un effet récurrent de balancier : la gauche ne parvient pas à rester plus de cinq ans au pouvoir de façon consécutive, sans qu'il y ait au moins une interruption, ne serait-ce que la cohabitation de 1986-1988 ou celle de 1993-1995. À chaque fois que la gauche perd le pouvoir, sa tentation, c'est de chercher le traître. Si elle a échoué, c'est forcément qu'il y a eu trahison, avec cette tendance à se placer sur un terrain moral plus que politique, où il faudrait expier une faute. Le balancier repart alors vers une gauche qui se veut plus à gauche, pure, vraiment de gauche, contre la fausse gauche qui aurait échoué au pouvoir. Le problème, me semble-t-il, est que nous assistons aujourd'hui à ce même mouvement, mais très accentué, avec la prépondérance d'une gauche qui, sans être révolutionnaire, est radicale. La gauche plus réformiste ou modérée s'est rangée derrière le leadership Insoumis et, à mon sens, cela éloigne cette coalition de gauche du réel et de la reconquête du pouvoir – ce qui n'empêche pas que si la gauche est dans cet état-là, c'est aussi parce que celle qui était au pouvoir,

---

11. Administrateur de Covéa.

---

à force de se vouloir pragmatique, a trop renoncé à transformer le réel. Quand la gauche perd le pouvoir, cela tend à renforcer ses franges radicales, qui vont chercher à faire expier les traîtres et il me semble ainsi qu'actuellement le balancier est reparti un peu fortement dans le sens de la radicalité contestatrice, mais c'est une affaire de cycle : on peut imaginer que le réel, la nécessité et la volonté de changer les choses, finissent par reprendre le dessus et par ramener la gauche sur le chemin de la lucidité.

**Pierre Joxe**<sup>12</sup> : *Je suis en désaccord avec les invectives qui parcourent votre livre, voire les injures, parce que traiter les gens de traîtres, c'est une injure. Mais plutôt que de répondre sur ce point, je voudrais souligner que votre livre a été publié en 2022. Or il s'est passé mal de choses depuis mai 2023, qui, à vous entendre, semblent vous avoir échappé : juste quelques centaines de milliers, parfois un million de gens défilant dans la rue pour une question très ancienne, qui traverse l'histoire du prolétariat français depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, le droit à la retraite. Ce n'était pas la gauche qui manifestait ? Il y a d'autres sujets, le temps de travail, le revenu minimum, que la gauche a commencé à traiter il y a bien plus d'un siècle et qui ont rebondi ces derniers mois dans des conditions spectaculaires.*

*« Anatomie d'une trahison », dites-vous. L'anatomie, c'est la dissection après la mort, donc la gauche est morte ? La*

---

12. Ancien ministre et membre du Conseil constitutionnel, ancien Premier président de la Cour des comptes.

---

*gauche aurait tout trahi ? La laïcité, l'école, etc. ? Pas du tout. Ce qui s'est passé, c'est que, depuis un siècle à peu près, l'oscillation entre la gauche et la droite est presque régulière sauf qu'elle est asymétrique : la gauche vient au pouvoir plus lentement, elle y reste moins longtemps. Et elle change, de nouveaux thèmes apparaissent, qu'elle met à l'ordre du jour : il y a eu la liberté de conscience, puis la liberté syndicale, le niveau des salaires, le repos hebdomadaire, et maintenant quelque chose que vous appelez l'écologie punitive, comme si les problèmes qui se posent dans le domaine de l'eau, de l'air, de l'espace étaient une question de punition. Ce n'est pas ce que ressentent les Français, en particulier les jeunes, qui regardent parfois avec angoisse l'avenir, en se demandant dans quelle planète ils vont bien vivre. Votre livre pessimiste, selon moi, est complètement périmé. Depuis les événements de ce printemps, il ne me semble plus avoir qu'un intérêt historique.*

**Renaud Dély :** Je vous rassure, le mouvement social dans ce pays ne m'a pas échappé... Effectivement, le syndicalisme a repris des couleurs, il a mobilisé, il engrange les adhésions, mais ce qui me frappe aussi, et qui me semble plutôt conforter les analyses de mon modeste ouvrage, c'est le décrochage, précisément, entre le mouvement syndical et ce qu'on appelle la gauche. Je l'ai dit et je le redis, pour qu'il n'y ait pas de malentendu, je ne dis pas que la gauche a disparu à jamais, je soutiens qu'il y a une aspiration à un projet collectif tourné vers le progrès, mais force est de constater qu'aujourd'hui les appareils partisans, malgré l'alliance de la Nupes, n'offrent pas de

---

débouché à cette aspiration. Ça ne fonctionne pas et la preuve la plus flagrante en a été le débat sur la réforme des retraites à l'Assemblée nationale. Les syndicats, les premiers, ont tous exigé, CGT comprise, que le débat ait lieu sur le fond, le fameux article 7 qui repousse l'âge légal de 62 à 64 ans. Ils le souhaitaient, ils l'ont dit et répété, les autres formations de gauche le souhaitaient aussi, une bonne frange d'ailleurs des Insoumis l'ont souhaité et puis Jean-Luc Mélenchon, à défaut de siéger au Parlement, a fait un tweet pour dire que les Insoumis ne devaient pas retirer leurs amendements et il a exhorté ses troupes à continuer de bloquer les débats. Il y a eu une réunion du groupe Insoumis, ils ne sont pas parvenus à leur solution habituelle, le consensus sans vote, il y a eu un vote et c'est à une voix près au sein du groupe Insoumis que finalement les amendements ont été maintenus et n'ont pas permis d'aller jusqu'à l'examen et au vote de l'article 7. Le gouvernement, ensuite, a utilisé l'article 49.3, parce que de son propre aveu il pensait qu'il n'avait pas de majorité. Or je pense, que dans ce contexte, une gauche responsable, efficace et utile au pays, qui joue son rôle à l'Assemblée nationale, aurait dû pousser à l'examen et au vote sur l'article 7 ; le gouvernement n'ayant pas de majorité, peut-être n'aurions-nous pas connu la crise que le 49.3 a provoquée et peut-être que la réforme des retraites ne serait pas passée. Force est de constater que ça n'a pas été le cas, et qu'elle est passée. Je ne veux pas accabler Jean-Luc Mélenchon, qui a d'immenses talents, mais on voit bien à quel point il est devenu aujourd'hui un frein. Il s'est fâché avec toute une génération d'Insoumis qu'il a écartée pour faire monter la suivante,

---

qui lui est redevable. Tous les quinquagénaires, d'Alexis Corbière à François Ruffin en passant par Clémentine Autain et d'autres ont été marginalisés, parce que tous disent que cette stratégie-là ne fonctionne pas pour offrir un débouché politique à des aspirations de la gauche qui sont en effet bien présentes dans le pays. Toutes les études d'opinion montrent, et je suis le premier à le déplorer, que la gauche n'arrive pas à capter l'électorat en attente de changement ; c'est Marine Le Pen et l'extrême droite qui captent cette aspiration, en particulier chez les classes populaires qui auraient vocation à retourner vers un vote de gauche. C'est ce divorce-là que j'essayer de décrire et de comprendre dans mon livre déjà poussiéreux, à vous entendre.

**Barbara Pompili** <sup>13</sup> : *Je suis écologiste, profondément de gauche, mais je ne trouve pas que ce livre soit déjà daté, malheureusement. Parce que je pense que s'il peut y avoir dans la population française des aspirations de gauche, et le combat qui a été mené sur le passage à 64 ans de l'âge de départ à la retraite en est emblématique, le peuple qui s'est levé pour se battre contre cette réforme des retraites ne considère plus que la gauche est une alternative réaliste, pour laquelle ils peuvent voter. C'est le drame aujourd'hui de la gauche, et je trouve que ce drame est très bien expliqué dans le livre de Renaud Dély, car la gauche a en effet renoncé à penser le réel. Je le crois profondément.*

---

13. Députée, ancienne ministre.

---

*Même l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve, qui essaye de relancer un mouvement de gauche qui se libérerait des tentacules mélenchonistes, a du mal à dessiner des perspectives fondées sur le monde tel qu'il est aujourd'hui. L'eau, la mobilité dans nos villes, créer de nouvelles filières industrielles... je ne vois malheureusement personne à gauche portant un projet sur ces questions qui pourrait entraîner les citoyens. Mélenchon le fait, à sa manière, mais en détruisant, je crois, ce qu'il restait de la gauche. Personne aujourd'hui n'explique comment la gauche peut apporter des solutions viables pour construire un avenir à nos enfants. Une fois qu'une personne se sera attelée à ce problème-là, on pourra reconstruire la gauche, mais je crois qu'on n'en est qu'au début. Actuellement, nos concitoyens nous disent, dans nos permanences, dans les sondages, et lors des élections, qu'ils n'ont pas confiance dans la gauche pour conduire notre pays vers son avenir. Je pense que si on est vraiment de gauche, on doit s'interroger là-dessus et essayer avec détermination de répondre à cette situation, au lieu de se dire que les analyses de Renaud Dély sont dépassées. Je pense malheureusement qu'elles ne le sont pas.*

**Philippe Lagayette**<sup>14</sup> : *Je me demande si deux phénomènes n'accentuent pas le mal qui frappe la gauche et en sont même à la racine.*

---

14. Ancien haut-fonctionnaire et ancien banquier.

---

*Le premier, c'est que la gauche, pas plus d'ailleurs que la société française, n'aime regarder autour d'elle dans les autres pays. C'est une maladie profonde, mais spécialement à gauche, je dois dire. On aurait pu s'attendre à ce que les social-démocraties qui nous environnent servent de point de comparaison. Se demander comment ça marche ailleurs, et si ça marche mieux, pourquoi, n'a rien de déshonorant. Or on ne le fait pas, je dirais même qu'on le fait de moins en moins. Le débat sur les retraites en est un exemple frappant. On préfère le slogan, par exemple dans les conclusions du congrès d'un syndicat qui proclame qu'il ne doit y avoir aucun rapport entre l'augmentation de la durée de la vie et le déplacement de l'âge de départ à la retraite. Quand on préfère ça à la constatation de ce qui se fait autour de nous, c'est frappant.*

*Le deuxième mal, je pense, est ce qui se passe dans l'école. En matière scientifique, on voit bien que l'école française, après avoir été de très haut niveau, ne l'est plus, et je pense qu'il faut étendre ce jugement à ce qu'elle enseigne sur le réel, la manière de la considérer. Je prends l'exemple de l'économie. Est-il normal que beaucoup d'enfants sortent de l'école sans avoir la moindre idée réaliste de la manière dont fonctionne l'économie aussi bien sur le plan national qu'international?*

*Quand on combine ces deux maux, je pense qu'on facilite la migration hors du réel et la perte d'espoir, puisqu'on ne regarde pas les gens qui font bien. On aboutit ainsi aux symptômes que vous avez dénoncés.*

---

**Renaud Dély :** La gauche française est trop franco-centrée, c'est vrai, quoique cela ne soit pas spécifique à la gauche, c'est aussi le cas à droite. C'est un travers français. Ce qui certain, c'est qu'il est beaucoup plus difficile aujourd'hui de gouverner qu'il y a trente, quarante ou cinquante ans, du fait de l'interdépendance des États. En 1981, quand la gauche est arrivée au pouvoir, elle a pu mettre en œuvre une politique économique radicalement opposée à celle de tous ses voisins, avec des conséquences financières extrêmement lourdes, mais cela été possible, avant le tournant de 1983. Il était déjà difficile de gouverner la France dans les années 1980, ça l'est encore plus en 2012, 2017 ou 2023 du fait de cette interdépendance des États.

Il y a aussi eu un certain nombre d'occasions ratées. Lorsque Lionel Jospin était Premier ministre, sur les quinze pays que comptait à l'époque l'Union européenne, onze étaient dirigés par des gouvernements de gauche à dominante sociale-démocrate. Or entre 1997 et 2002, il n'y a pas eu d'impulsion, à l'échelle européenne, pour les solutions sociales-démocrates, en vue de réguler la mondialisation, ses conséquences, de lutter contre les injustices, à un niveau européen dépassant les égoïsmes nationaux. À quoi a-t-on assisté? À des « Sommets des modernisateurs de la gauche », où Gerhard Schröder, Tony Blair et Lionel Jospin rivalisaient pour montrer qui incarnait le mieux la gauche moderne. C'est beaucoup plus compliqué maintenant pour la gauche européenne d'exister, quand l'écrasante majorité des gouvernements sont conservateurs.

---

Pour ce qui est de la réforme des retraites, je n'adhère pas, pour être franc, à cette idée, peut-être sous-jacente dans votre question, qui consisterait à dire aux Français, regardez l'âge légal chez la quasi-totalité de nos voisins, il est plus tardif que chez nous, donc pourquoi s'indigner ? Je pense que ce discours-là est un peu arrogant, voire contreproductif, parce qu'il ne suffit pas de dire : regardez ailleurs, c'est pire, pour convaincre les Français du bien-fondé d'une réforme et parce que d'autres critères rentrent en ligne de compte, ne serait-ce que la durée de cotisation.

Sur l'école, je vous rejoins évidemment, j'en parle aussi un petit peu dans mon livre, mais je ne veux pas accabler l'école : elle doit en effet mieux assurer un certain nombre d'enseignements fondamentaux qui ont pu être négligés ou oubliés au gré de diverses évolutions pédagogiques, mais il est beaucoup plus difficile aujourd'hui d'être enseignant que ce ne l'était il y a cinquante ou quatre-vingts ans, quand seule une minorité de bourgeois, blancs, tous issus des mêmes catégories sociales, poursuivait des études. Fort heureusement l'école s'est massifiée, elle s'est démocratisée, aujourd'hui il est admis que tous, quelles que soient les origines, sociales, ethniques, culturelles, doivent avoir accès à l'école de la République. Dès lors, la mission des enseignants est beaucoup plus complexe et beaucoup plus importante. On a parfois tendance, dans nos sociétés contemporaines, en tout cas en France, à rendre responsable les enseignants de ce qui ne va pas, à leur demander de suppléer à une cellule familiale qui elle-même est devenue instable. Pour

---

ces raisons, je suis toujours assez indulgent avec l'école de la République.

**Océane Charret-Godard**<sup>15</sup> : *Le monde politique est violent, le rapport de force est permanent, on ne sait jamais d'où viendra le mauvais coup, surtout dans son propre camp. Cette dimension m'interpelle beaucoup, parce que je me demande comment on peut donner envie de croire en la gauche, aux valeurs qu'elle entend porter quand notre propre façon de procéder est en contradiction avec elle. L'avenir de la gauche, ne serait-il pas déjà de repenser l'organisation au sein de nos propres formations politiques? Je suis psychologue du travail de profession, et si on se comportait en entreprise comme on peut se comporter parfois au sein des partis, personne ne l'accepterait. Le constat de cette contradiction n'éloigne-t-il pas encore plus nos concitoyens de la politique, et plus particulièrement de la gauche?*

**Renaud Dély** : Pour ce qui est de la violence et de la pratique de la politique, je ne suis qu'un observateur, un entomologiste, je n'ai donc pas de témoignage personnel à apporter, même si j'observe de près ce milieu depuis longtemps. Il y a en effet une sorte de violence, de brutalité, propre à la quête du pouvoir et à l'exercice de responsabilité, mais qui n'est peut-être pas spécifique à la politique, avec toutefois cette particularité que c'est une

---

15. Vice-présidente du Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté.

---

des rares activités où votre principal concurrent, pour ne pas dire adversaire, voire ennemi, est d'abord dans votre camp...

Vous demandez comment la gauche pourrait répondre à ces évolutions sociétales. Il y a un point sur lequel je n'ai pas insisté, c'est que, indépendamment des partis, où elle est aussi mal en point, on a globalement le sentiment que, d'un point de vue idéologique, la droite est en meilleur état. Tout, dans nos sociétés occidentales contemporaines, contribue à l'émiettement, à l'individualisation. On retrouve ce point dans le livre de Jérôme Fourquet, dont je parlais tout à l'heure, *L'Archipel français*, qui me semble être une description extrêmement juste de l'évolution de la France, commune à la plupart des démocraties européennes, où les grandes métropoles concentrent richesses, population, et sont de plus en plus éloignées, ou en tout cas perçues comme telles, d'une France rurale ou suburbaine. Cet émiettement, cette individuation concerne toutes nos pratiques, politiques, mais aussi culturelles. C'est formidable de pouvoir regarder un programme en replay quand on veut, de pouvoir écouter de la musique tout seul. Mais avant, on mettait des disques qu'on écoutait à plusieurs, on regardait ensemble la télévision, qui était déjà vécue à l'époque comme un instrument de désocialisation, sauf que maintenant dans de nombreux foyers il y a, en plus de la télévision, un ou plusieurs écrans par personne, qu'on ne regarde plus ensemble. Tous ces progrès contribuent à nous éloigner les uns des autres et, dans ce contexte d'émiettement, d'individualisation, le défi est d'autant plus dur à relever

---

pour un camp politique qui, par définition, a vocation à construire du collectif, de l'universalisme, au-delà des travers communautaristes que j'ai évoqués. La gauche, ce n'est pas séparer les individus selon ce qu'ils sont, mais les rassembler vers un projet collectif commun, vers un avenir commun, forcément tourné vers le progrès. Par rapport à ces évolutions, cet émiettement de nos sociétés, le défi est à la fois d'autant plus difficile à relever et d'autant plus urgent et indispensable.

**Philippe Barrier** <sup>16</sup> : *Je suis en assez profond désaccord avec ce que j'ai entendu ce matin, sauf avec les propos de Pierre Joxe. Première remarque, l'ennemi de la gauche, ce serait donc la première union de la gauche depuis longtemps? La Nupes serait l'ennemi à abattre sous prétexte qu'elle serait dans les tentacules d'un extrémiste qui, avec les autres partis de gauche, propose un programme qui est le premier à avoir une dimension réellement écologique, c'est-à-dire pas de façade.*

*Deuxièmement, je ne vais pas faire un cours de philosophie sur la notion de réel, mais je trouve qu'on qualifie un peu vite de réelles ou d'irréalistes certaines choses. Le catastrophisme peut être une idéologie, mais la catastrophe est une réalité, tangible, incontestable, scientifiquement établie. Dont la cause est connue : le développement industriel du capitalisme tel qu'il est advenu,*

---

16. Philosophe.

---

*qu'on l'appelle néolibéralisme, post-libéralisme ou autre, qui est mortifère et qui détruit les liens sociaux. Si la gauche existe historiquement, c'est parce qu'elle a défendu des valeurs contre ce que vous appelez le réel, qui est le statu quo. Et je pense qu'une valeur de gauche, c'est, effectivement, de ne pas se soumettre au réel comme acceptation de ce qui est, mais de l'interroger avec des valeurs de progrès. La notion de progrès elle-même ne va pas de soi. La technologie n'est pas forcément le progrès : pour reprendre votre exemple de la 5G, est-ce vraiment un progrès? On peut y voir plutôt la montée en puissance d'une technologie dont l'utilité est fort discutable, si elle permet surtout de faire défiler TikTok encore plus vite avec pour résultat d'abrutir les consommateurs, de réduire, comme le montrent les scientifiques le champ cognitif de ceux qui sont en addicts, comme on l'est à une drogue. Je pense qu'une nouvelle gauche est une gauche écologique dans un sens réel et je pense que, s'il y a eu trahison de la gauche, c'est quand la social-démocratie est devenue le social-libéralisme, c'est-à-dire une alliance avec cette part aujourd'hui très puissamment destructrice de notre réalité.*

**Renaud Dély :** Je ne dis pas que l'orientation idéologique de la Nupes, prise sous le leadership des Insoumis, soit un danger, que ce serait un ennemi à abattre. En revanche, je pense que c'est une voie de garage pour la gauche. La Nupes a sans conteste relevé le drapeau de la gauche au lendemain de la défaite des présidentielles. Mais la vocation de la gauche est-elle de relever le drapeau, d'être fière d'elle parce qu'elle est foncièrement de

---

gauche ou est-elle de conquérir une majorité pour s'attaquer au réel? Car je vous rejoins quand vous dites que le réel n'est pas un totem, il ne s'agit pas de se plier au réel comme si on ne pouvait pas le changer, et en effet, de 2012 à 2017, la gauche au pouvoir n'a pas donné le sentiment de s'y atteler. Mais à force de renoncements, le balancier est, à mon sens, parti trop fort dans l'autre sens. Le réel, ce n'est pas forcément le statu quo, sinon la gauche n'a aucun intérêt, il ne s'agit pas de gérer le statu quo, il s'agit de le changer pour le bien du plus grand nombre. Mais c'est pour cette raison que je ne vous suis pas quand vous dites que la catastrophe écologique est là. Dans ce cas, il n'y a plus rien à faire, autant rendre les armes. Je reproche justement à une frange de la gauche et des écologistes de tendre vers une forme de collapsologie, de se contenter de dire que la catastrophe est là et qu'on l'avait bien vue, sans véritablement chercher à influencer sur le cours des choses. Il ne s'agit pas d'avoir un culte aveugle dans le progrès technologique, mais il me semble que la gauche a perdu confiance dans la capacité du génie humain à surmonter y compris cette catastrophe, qui a commencé à faire ressentir ses effets, mais qui est encore surmontable. Évidemment que la gauche du XXI<sup>e</sup> siècle doit être imprégnée de l'impératif écologique, c'est un changement majeur par rapport à la gauche des deux siècles précédents. Mais, pour revenir à la 5G, je veux bien qu'elle soit plus un gadget qu'un progrès, mais ce qui m'avait frappé, c'était à quel point elle était devenue un colifichet, avec toujours ce recours à l'indignation, alors que l'urgence, c'est quand même de réduire les émissions de CO<sup>2</sup>.

---

**Anne Lauvergeon** <sup>17</sup> : *Quand je vois que Louis Mer-maz et Pierre Joxe sont en désaccord, je me sens obligée d'essayer trouver une solution, une motion de synthèse, comme on dit au Parti socialiste, même si je n'en ai jamais été membre.*

*Pierre Joxe a dit que votre livre était déjà de l'histoire passée, et il est vrai qu'il s'est passé beaucoup de choses depuis 2022. On a un deuxième mandat présidentiel en crise, on le voit bien sur le plan interne, en crise de sens aussi, avec un Président qui demande à un Premier ministre de lui proposer dans les trois semaines un programme gouvernemental, on n'a jamais vu ça. Et il y a aussi une crise en matière de relations internationales, quand on voit les polémiques avec l'Afrique, la Chine, l'Italie. La situation politique s'est donc profondément modifiée en l'espace d'un an.*

*Deuxième élément, on a un mouvement syndical unifié, unitaire, que personne n'attendait. Personne n'aurait parié un euro sur le fait que toutes les organisations syndicales puissent se mettre d'accord, non seulement à court terme, mais sur le moyen terme. Cela, accompagné d'un succès populaire dans les petites et moyennes agglomérations, est extrêmement frappant.*

*Troisième élément, la montée de l'extrême droite. Comment éviter que Marine Le Pen soit la prochaine présidente?*

---

17. Présidente et fondatrice d'ALP, ancienne présidente du directoire d'Areva.

---

*Nous avons aussi un fractionnement géopolitique profond. Guerre en Ukraine, problématiques avec la Russie, la Chine... nous évoluons dans un monde qui s'est profondément modifié.*

*Enfin, il y a l'ensemble des crises qui traversent notre société : sociale, de l'hôpital, de l'enseignement, etc.*

*Depuis un an, la situation s'est donc beaucoup détériorée et complexifiée. Vous dites l'idée de progrès est clef et c'est en effet, selon moi, la façon de répondre à la situation. Le progrès est une façon de faire société et de regarder l'avenir ensemble. Mais la question, alors, est de savoir comment faire adhérer les Français à une vision collective positive. Le sujet, c'est comment on reconstruit quelque chose. C'est là où je vous attends.*

**Renaud Dély :** Vous risquez d'attendre longtemps, parce que je vous rappelle que je ne suis candidat à aucune élection, à aucune responsabilité, j'ai cette facilité d'être seulement journaliste. Cela dit, quand vous dites, comme Pierre Joxe, qu'il s'est passé beaucoup de choses depuis un an, j'en conviens, mais il me semble, indépendamment de la géopolitique internationale, qui n'est pas mon sujet, que ce qui s'est produit est dans le droit fil de ce que je disais. Parce que le mouvement social puissant, extrêmement efficace que nous voyons ne se traduit par aucun débouché politique.

---

Depuis le début du mois de janvier, combien de responsables politiques de gauche, Insoumis, mais pas seulement, tous hostiles à la réforme des retraites, ont-ils demandé si Laurent Berger était vraiment un allié « fiable » pour combattre ce texte ? Est-il vraiment contre la réforme, est-il vraiment en conflit avec Macron, n'est-ce pas un jeu de dupes ? Combien de fois ai-je entendu des responsables politiques très proches de Jean-Luc Mélenchon, dire qu'il ne fallait pas lui faire confiance, que Laurent Berger était un poisson-pilote de Macron, etc. Autrement dit, dès le début, la gauche a manifesté ce travers que je décris et qui en contribue en grande partie à l'anesthésier : chercher le traître qui se cacherait dans ses rangs. Quoi qu'on pense de Laurent Berger, il a été extrêmement important dans cette mobilisation, et pourtant il demeure suspecté par toute une partie de la gauche d'être un faux opposant sur le point de trahir. La tentation du règlement de compte interne perdue, celle de préférer ne pas rassembler large pour construire une « vraie » gauche « entre nous ». Mieux vaudrait être moins nombreux, mais être sûrs d'être bien « purs », bien de gauche, de la « vraie gauche » : voilà ce que pense une frange de l'opposition de gauche qui n'a pas forcément envie de reconquérir le pouvoir, mais qui veut pouvoir dire qu'elle est vraiment de gauche.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur  
[www.institutdiderot.fr](http://www.institutdiderot.fr)



---

# Les publications de l'Institut Diderot

## Dans la même collection

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junier
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib
- La souveraineté numérique - Pierre Bellanger
- Le Brexit et maintenant - Pierre Sellal
- Les Jeux paralympiques de Paris 2024 : une opportunité de santé publique ?  
Pr François Genet & Jean Minier - Texte écrit en collaboration avec Philippe Fourny
- L'intelligence artificielle n'existe pas - Luc Julia
- Cyber : quelle(s) stratégie(s) face à l'explosion des menaces ?  
Jean-Louis Gergorin & Léo Issac-Dognin
- La puissance publique face aux risques - François Vilnet & Patrick Thourot
- La guerre des métaux rares - La face cachée de la transition énergétique  
et numérique - Guillaume Pitron
- Comment réinventer les relations franco-russes ? - Alexandre Orlov
- La république est-elle menacée par le séparatisme ? - Bernard Rougier
- La révolution numérique met-elle en péril notre civilisation ? - Gérald Bronner
- Comment gouverner un peuple-roi ? - Pierre-Henri Tavoillot
- L'eau enjeu stratégique et sécuritaire - Franck Galland
- Autorité un «enjeu pluriel» pour la présidentielle 2022 ? - Thibault de Montbrial
- Manifeste contre le terrorisme islamiste - Chems-eddine Hafiz
- Reconquérir la souveraineté numérique  
Matthieu Bourgeois & Bernard de Courrèges d'Ustou
- Le sondage d'opinion : outil de la démocratie ou manipulation de l'opinion ? Alexandre Dézé
- Le capitalisme contre les inégalités - Yann Coatanlem
- Franchir les limites : transitions, transgressions, hybridations - Claudine Cohen
- Migrations, un équilibre mondial à inventer - Catherine Withol de Wenden
- Insécurité alimentaire et changement climatique : les solutions apportées par les  
biotechnologies végétales - Georges Freyssinet
- L'avenir de la Turquie et les limites du Califat - Ardavan Amir-Aslani

---

## Les carnets de l'Institut Diderot

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterrand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
- L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
- L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
- L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
- L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
- L'avenir des relations Franco-Russes - S.E Alexandre Orlov
- L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
- L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
- L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
- L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
- L'avenir du conflit entre chiite et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
- L'Iran et son avenir - S.E Ali Ahani

- 
- L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
  - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
  - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
  - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes
  - L'avenir de la paix - Dominique de Villepin
  - L'avenir des relations franco-chinoises - S.E. Zhai Jun
  - Le défi de l'islam de France - Jean-Pierre Chevènement
  - L'avenir de l'humanitaire - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
  - L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins - Georges Malbrunot
  - L'avenir du Grand Paris - Philippe Yvin
  - Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?  
Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
  - L'avenir de la Corée du Nord - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
  - L'avenir de la justice sociale - Laurent Berger
  - Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ? - Nicolas Arpagian
  - L'avenir de la Bioéthique - Jean Leonetti
  - Données personnelles : pour un droit de propriété ?  
Pierre Bellanger et Gaspard Koenig
  - Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ? - Pierre Vermeren
  - Turquie : perspectives européennes et régionales - S.E. Ismail Haki Musa
  - Burn out - le mal du siècle ? - Philippe Fossati & François Marchand
  - L'avenir de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État.  
Jean-Philippe Hubsch
  - L'avenir du bitcoin et du blockchain - Georges Gonthier & Ivan Odonnat
  - Le Royaume-Uni après le Brexit  
Annabelle Mourougane - Frédéric de Brouwer & Pierre Beynet
  - L'avenir de la communication politique - Gaspard Gantzer
  - L'avenir du transhumanisme - Olivier Rey
  - L'économie de demain : sociale, solidaire et circulaire ?  
Géraldine Lacroix & Romain Slitine
  - La transformation numérique de la défense française - Vice-amiral Arnaud Coustillière
  - L'avenir de l'indépendance scientifique et technologique française  
Gérard Longuet
  - L'avenir du Pakistan - Ardavan Amir-Aslani
  - Le corps humain et sa propriété face aux marchés - Sylviane Agacinski
  - L'avenir de la guerre économique américaine - Ali Laïdi
  - Construire l'économie de demain - Jean Tirole
  - L'avenir de l'écologie... et le nôtre - Luc Ferry
  - La vulgarisation scientifique est-elle un échec ? - Étienne Klein
  - Les trois utopies européennes - Francis Wolff
  - L'avenir des Juifs français - Haïm Korsia
  - Comment faire face à la pénurie et à la hausse des prix des matières premières ?  
Philippe Chalmin
  - Changement climatique : comprendre et agir - Christian de Perthuis
  - L'avenir du féminisme - Caroline Fourest
  - Le ressentiment contemporain menace-t-il la Démocratie ? - Cynthia Fleury
  - Les nouvelles lignes d'affrontement dans un monde numérisé : l'ère des frontières.com -  
Nicolas Arpagian
  - Comment manager la génération Z ? - Pascal Broquard
  - La dépression, mal du siècle ? - Hugo Botteman

---

## Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthin
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
- À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
- Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
- L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Handicap et République - Pierre Gallix
- Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
- Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?  
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
- Le maquis des aides sociales - Jean-Pierre Gualezzi
- Réformer les retraites, c'est transformer la société - Jacky Bontems & Aude de Castet
- Vers un droit du travail 3.0 - Nicolas Dulac
- L'assurance santé privée en Allemagne : quels enseignements pour la France ?  
Arnaud Chneiweiss & Nadia Desmaris
- Repenser l'habitat. Quelles solidarités pour relever le défi du logement dans une société de la longévité ? - Jacky Bontems & Aude de Castet
- De la nation universelle au territoire-monde - L'avenir de la République dans une crise globale et totale - Marc Soléry
- L'intelligence économique - Dominique Fonvielle
- Pour un Code de l'enfance - Arnaud de Belenet
- Les écoles de production - Agnès Pannier-Runacher
- L'intelligence artificielle au travail - Nicolas Dulac Gérardot
- Une Assemblée nationale plus représentative ? - *Mandature 2022-2027* - Eric Keslassy
- L'homme politique face aux diktats de la com - François Belley

## Les Colloques de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique
- L'avenir de l'Afrique
- Les nouvelles stratégies de prévention pour vivre et vieillir en bonne santé







# L'avenir de la gauche française

Renaud Dély analyse la métamorphose de la gauche française, laquelle s'éloigne de manière flagrante de ses deux idéaux traditionnels, qui sont le progrès et la justice, tout en s'égarant dans des luttes hermétiques et une série de dérives inquiétantes, qui vont du communautarisme au catastrophisme, en passant par le mépris du patriotisme et de la laïcité.

Cette famille politique, qui fut autrefois fondatrice de la République, semble maintenant tourner le dos à l'avenir : elle s'enferme dans des certitudes dépassées, qui ne sont plus en phase avec la réalité, et se complaît dans une indignation systématique, qui a supplanté toute forme de réflexion.

En privilégiant l'invective et le sectarisme au détriment du dialogue constructif et de la nuance, cette gauche de l'entre-soi en est arrivée à tout exclure, jusqu'à elle-même. Les portes se cadentent, l'ouverture d'esprit se referme d'elle-même, et toute capacité à se remettre en question s'évanouit, jour après jour.

Face à cette réalité alarmante, et comme nous le ferons prochainement avec la droite française, l'Institut Diderot a souhaité analyser lucidement les raisons de ce déclin, avec l'espoir de voir la gauche française renouer avec ses valeurs essentielles et opérer une résurrection nécessaire. Les enjeux sont de taille, car une gauche de gouvernement reste indispensable afin d'assurer l'équilibre politique dans notre pays et en Europe.

## Renaud DÉLY



Journaliste politique, Renaud Dély est éditorialiste à « La Matinale » de France Info et animateur de l'émission « 28 minutes samedi » sur Arte. Il est l'auteur de plusieurs essais dont *Anatomie d'une trahison. La gauche contre le progrès* (L'Observatoire, 2022).



La présente publication ne peut être vendue.



ISBN 978-2-494240-17-9



9 782494 240179

ISSN 2496-4948 (en ligne)  
ISSN-2608-1334 (imprimé)